

Du travail à revendre

La pénurie de main-d'œuvre s'aggrave pour les PME en 2007.

Aneliese Debus, analyste de recherche
Bradley George, directeur des affaires provinciales
Plamen Petkov, analyste des politiques

Les taux de postes vacants ont continué d'augmenter en 2007 : 4,4 % des postes dans les petites et moyennes entreprises (PME) sont restés libres pendant au moins quatre mois et un tiers des employeurs ont éprouvé des difficultés à recruter.

La pénurie de compétences et de main-d'œuvre est devenue un problème sérieux pour le milieu des affaires canadien. Ce problème, et plus particulièrement ses conséquences sur les PME, attirent une attention croissante partout au pays.

Les PME sont de plus en plus incapables de trouver les travailleurs qu'il leur faut pour mettre sur le marché leurs produits et services. Davantage de PME à court de personnel mettent leurs plans de croissance en veilleuse et perdent graduellement confiance. Par ricochet, l'économie et les communautés en souffrent.

En 2004, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a voulu mieux comprendre le problème et a commencé à utiliser les données de son sondage *Les perspectives de votre entreprise* afin d'étudier les taux de postes vacants à long terme. Définis comme la proportion de postes restant inoccupés pendant au moins quatre mois, les taux de postes vacants à long terme représentent une mesure précise qui exclut les postes se libérant par suite de circonstances temporaires.

Les estimations pour 2007 présentées dans ce rapport sont fondées sur les réponses de 9 253 propriétaires de PME aux sondages

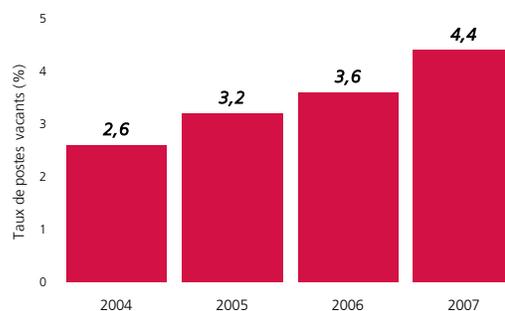
réalisés en mars, juin, septembre et décembre. Les résultats sont exacts à +/- 1,02 point de pourcentage, 19 fois sur 20.

Postes vacants à long terme au sein des PME

La présente étude révèle que les pénuries de main-d'œuvre continuent d'affliger les PME. Selon les tout derniers résultats, 4,4 % des postes sont restés non comblés pendant quatre mois ou plus en 2007, les propriétaires de PME étant incapables de trouver des employés (Figure 1).

Figure 1 :

Taux de postes vacants à long terme (%)

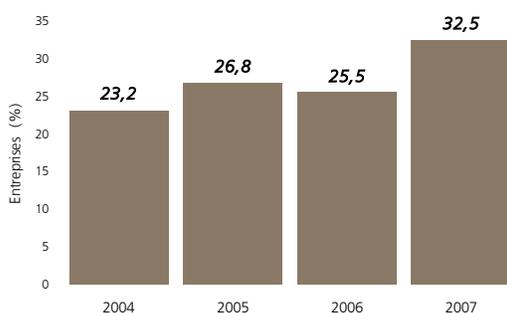


Le taux de postes vacants en 2007 a augmenté par rapport à 3,6 % enregistré en 2006, ce qui confirme la tendance à la hausse du nombre de postes vacants observée au cours des années antérieures. Ces augmentations concordent avec d'autres données de la FCEI qui révèlent que la pénurie de main-d'œuvre devient plus problématique pour les PME.

Une autre mesure importante des difficultés d'embauche que les PME éprouvent est la proportion d'entreprises ayant des postes vacants à long terme. Selon le sondage de la FCEI, non seulement le taux de postes vacants a beaucoup augmenté l'année dernière mais également le nombre de PME où au moins un poste vacant est resté longtemps inoccupé. Entre 2004 et 2006, près de un patron de PME sur quatre a déclaré un poste vacant à long terme. Le plus récent sondage révèle cependant qu'un propriétaire de PME sur trois (32,5 %) a eu au moins un poste vacant à long terme en 2007 (Figure 2).

Figure 2 :

Taux d'entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme (%)



Par taille d'entreprise

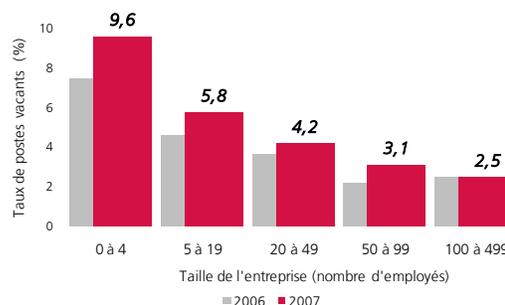
Les entreprises de toute taille ont eu beaucoup de mal à trouver du personnel. Toutefois, en 2007, ce sont les plus petites qui ont été les plus durement touchées par la pénurie de main-d'œuvre. En règle générale, plus l'entreprise est petite, plus le taux de postes vacants à long terme semble être élevé.

Les entreprises ayant moins de cinq employés ont enregistré le taux le plus élevé, soit 9,6 % (Figure 3). Autrement dit, en moyenne, il a manqué à ces entreprises près de 10 % de personnel pendant au moins quatre mois. Pour les entreprises plus petites, chaque poste non comblé devient critique parce qu'il représente une portion importante de son effectif total

ainsi que du bassin de compétences à sa disposition.

Figure 3 :

Taux de postes vacants à long terme (%), par taille d'entreprise

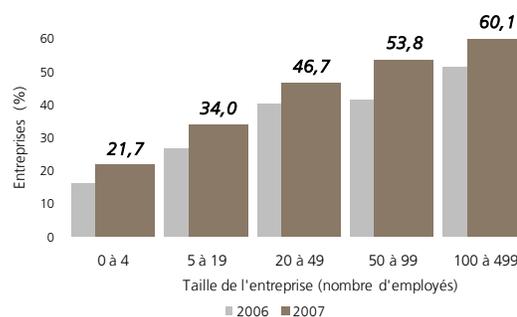


Les taux de postes vacants se sont accrus pour les entreprises de toute taille depuis 2006, à l'exception des moyennes entreprises (comptant entre 100 et 499 employés) dont le taux est resté à 2,5 % (Annexe A). Les PME de moins de 19 employés ont eu des taux de postes vacants supérieurs à la moyenne nationale de 4,4 %.

En raison des hausses de taux de postes vacants, la probabilité d'avoir au moins un poste longtemps inoccupé s'est également accrue (Figure 4). En 2007, les PME, toutes tailles confondues, ont été plus susceptibles de déclarer des pénuries de personnel. En particulier, la probabilité que les plus petites entreprises (celles ayant moins de cinq employés) disposent d'un poste vacant s'établissait à 21,7 % en 2007 comparativement à 16 % en 2006 (Annexe B).

Figure 4 :

Taux d'entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme (%), par taille d'entreprise



Comme on s'y attendait, les entreprises de plus grande taille ont plus de postes à pourvoir et sont donc plus susceptibles d'avoir au moins un poste libre sur une longue période. Par exemple, les moyennes entreprises, c'est-à-dire celles ayant entre 100 et 499 employés, risquaient trois fois plus de se retrouver avec un poste à pourvoir au minimum que celles employant moins de cinq personnes.

Par secteur

Une analyse plus approfondie des taux de postes vacants à long terme fait entrevoir que ce phénomène n'est pas propre à quelques secteurs, mais représente plutôt tous les segments de l'économie. Les taux s'échelonnent de 6 % dans le secteur de la construction à 3 % dans le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers (Tableau 1).

Tableau 1 :

Taux de postes vacants à long terme (%), par secteur

| Secteur | Taux de postes vacants à long terme (%) |
|------------------------------------|---|
| Construction | 6,0 |
| Hébergement et services personnels | 5,9 |
| Primaire | 5,3 |
| Agriculture | 4,8 |
| Commerce de détail | 4,4 |
| Services aux entreprises | 4,4 |
| Éducation et santé | 3,7 |
| Manufacturier | 3,5 |
| Transports | 3,5 |
| Commerce de gros | 3,3 |
| Finance, assurances et immobilier | 3,0 |

C'est la deuxième année de suite que le secteur de la construction se distingue comme ayant le plus haut taux de postes vacants à long terme (6 %) et la plus forte probabilité d'avoir au moins un poste inoccupé pendant quatre mois ou plus, soit 43,4 % (Annexe C).

De même, 41,9 % des entreprises de ressources primaires et 39,5 % de celles du secteur de l'hébergement et des services personnels ont indiqué avoir au moins un poste à combler en quatre mois, ce qui se répercute aussi sur leurs taux de postes vacants, soit 5,3 % et 5,9 % respectivement. L'agriculture (4,8 %) est l'autre

secteur qui a enregistré un taux de postes vacants supérieur à la moyenne. Les entrepreneurs dans l'industrie manufacturière (3,5 %) et les secteurs des transports (3,5 %), du commerce de gros (3,3 %) et de la finance, des assurances et de l'immobilier (3 %) ont fait état de taux inférieurs à la moyenne. À 4,4 %, le taux moyen des secteurs du détail et des services aux entreprises équivaut au taux national.

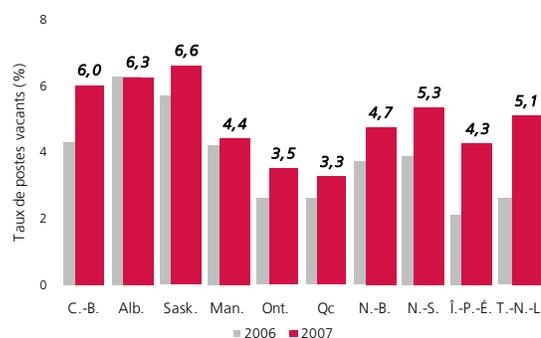
En 2007, les PME dans tous les secteurs ont connu des taux de postes vacants plus élevés que l'année précédente. Dans le secteur de la finance, des assurances et de l'immobilier, le taux a bondi de 1,8 % en 2006 à 3 % en 2007 (Annexe D). Les petites entreprises de ce secteur semblent toutefois avoir moins de difficultés à embaucher, car seulement 19,7 % d'entre elles ont déclaré des postes vacants en 2007.

Par province

Les entreprises de la Saskatchewan ont accusé le plus haut niveau de postes vacants à long terme de toutes les provinces, soit 6,6 % (Figure 5). L'Alberta suit de près (6,3 %), puis la Colombie-Britannique (6 %) et la Nouvelle-Écosse (5,3 %).

Figure 5 :

Taux de postes vacants à long terme (%), par province



Le taux de postes vacants a augmenté dans presque toutes les provinces en 2007, sauf en Alberta où il n'a presque pas changé depuis deux ans. L'Ouest canadien continue de déplorer les taux les plus élevés, mais les hausses les plus marquées en 2007 sont survenues dans les provinces de l'Atlantique : à l'Île-du-Prince-Édouard, le taux a doublé de 2,1 % en 2006 à 4,3 % en 2007, et à Terre-Neuve-et-Labrador, il est passé de 2,6 % à 5,1 %

durant la même période. En 2006, ces deux provinces faisaient pourtant partie de celles dont les taux de postes vacants étaient les plus bas.

L'Alberta reste la province où la probabilité d'avoir un poste non comblé est la plus forte, 48,2 % des PME ayant déclaré un ou plusieurs postes vacants pendant au moins quatre mois (Annexe E). En Colombie-Britannique et en Saskatchewan, 43,4 % et 38,3 % des propriétaires d'entreprise ont signalé respectivement avoir été à court de personnel pendant quatre mois ou plus. Par contraste, les entreprises les moins susceptibles de manquer de personnel se trouvent au Québec, où 25,9 % seulement ont déclaré des postes vacants. Le Québec affiche aussi le taux de postes vacants à long terme le moins élevé (3,3 %) de toutes les provinces.

Quelles que soient les différences à l'échelle provinciale, il est évident que les taux de postes vacants sont en croissance et que les entreprises de l'ensemble du Canada souffrent du fait qu'elles n'arrivent pas à satisfaire tous leurs besoins d'embauche.

Nombre d'emplois à pourvoir

L'estimation des taux de postes vacants à long terme de la FCEI donne un aperçu de ce que vivent les PME face à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Selon les résultats, un certain nombre de postes sont restés inoccupés dans les petites et moyennes entreprises pendant plusieurs mois. Afin de mieux comprendre le scénario actuel, la FCEI a approfondi la question en calculant le nombre total de postes libres dans les PME correspondant au taux de postes vacants à long terme.

Pour estimer le nombre approximatif de postes restés non comblés dans les PME pendant quatre mois ou plus, la FCEI a appliqué le taux de postes vacants à long terme aux données de Statistique Canada sur l'ensemble de l'économie liée aux PME.

Ainsi, la FCEI estime qu'environ 309 000 postes sont restés vacants dans les PME canadiennes pendant au moins quatre mois en 2007 (Tableau 2). La hausse par rapport à l'estimation de 251 000 postes

vacants en 2006 est due partiellement à l'augmentation généralisée des taux ainsi qu'à la probabilité accrue des postes à pourvoir.

Ces estimations prouvent que la pénurie de main-d'œuvre a obligé les PME à laisser passer des occasions d'affaires et a restreint leur croissance. À l'échelle nationale, l'augmentation du nombre de postes non comblés dénote aussi que les difficultés liées à la pénurie de main-d'œuvre sont loin d'être terminées.

Tableau 2 :

Total estimatif de postes vacants à long terme au sein des PME (2007)

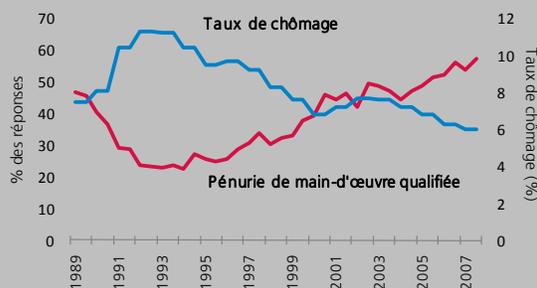
| Province | Total estimatif de postes vacants |
|-------------------------|-----------------------------------|
| Colombie-Britannique | 44 000 |
| Alberta | 54 000 |
| Saskatchewan | 18 000 |
| Manitoba | 13 000 |
| Ontario | 97 000 |
| Québec | 38 000 |
| Nouveau-Brunswick | 17 000 |
| Nouvelle-Écosse | 16 000 |
| Île-du-Prince-Édouard | 5 000 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 7 000 |
| Canada | 309 000 |

Sources : FCEI, estimations basées sur les résultats du sondage *Les perspectives de votre entreprise (2007)* et données extraites de *l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (2006)* et de *l'Enquête sur la population active (2007)* de Statistique Canada.

Remarque : ces estimations s'appliquent à la population totale des PME.

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée

La préoccupation des propriétaires d'entreprise quant à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée a atteint un niveau record. Depuis plusieurs années, la FCEI demande à ses membres d'indiquer les enjeux les plus importants pour leurs entreprises : un nombre croissant de répondants cite la pénurie de main-d'œuvre qualifiée comme étant un problème. À la fin de 2007, 57 % des propriétaires de PME canadiens décrivaient la carence de personnel comme un des problèmes les plus cruciaux pour leurs entreprises (Annexe F).



Sources : FCEI, sondage *Les opinions de nos membres n 24-61* (1989-2006), et Statistique Canada.

Les chefs d'entreprise de l'Ouest canadien sont les plus préoccupés par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. En Alberta, trois entreprises sur quatre (73 %) indiquent qu'ils ont des difficultés à trouver les employés dont ils ont besoin. La pénurie de travailleurs est un problème pour 69 % des entreprises de la Colombie-Britannique et 65 % de celles de la Saskatchewan et du Manitoba.

Soixante pour cent des patrons de PME de Terre-Neuve-et-Labrador sont confrontés au défi de la pénurie de main-d'œuvre et dans toutes les autres provinces, un propriétaire de PME sur deux s'inquiète du manque de la main-d'œuvre qualifiée.

Conclusion

Les données de 2007 de la FCEI révèlent que le taux de postes vacants à long terme et le nombre de PME où un poste est resté vacant quatre mois ou plus ont continué d'augmenter. Le taux de postes vacants est beaucoup plus élevé dans les entreprises plus petites, bien que celles de plus grande taille soient évidemment davantage susceptibles d'avoir au moins un poste à pourvoir.

Les taux de postes vacants à long terme demeurent les plus hauts dans les provinces de l'Ouest, mais ils sont aussi très élevés dans les provinces de l'Atlantique. Malgré les différences provinciales, il est évident que les taux augmentent et que l'incapacité des

entreprises canadiennes d'embaucher selon leurs besoins nuit à leurs activités. Tous les secteurs ont déclaré des taux plus élevés par rapport aux années précédentes. La construction demeure le secteur où le taux de postes vacants à long terme est le plus élevé, de même que la probabilité qu'un poste reste inoccupé pendant au moins quatre mois.

La FCEI estime que, en 2007, au moins 309 000 postes sont restés non comblés dans le secteur des PME pendant quatre mois ou plus - une hausse notable par rapport aux 251 000 postes vacants à long terme en 2006.

La FCEI a effectué une étude supplémentaire sur des solutions éventuelles : par exemple, faire appel à des groupes sous-représentés tels que les immigrants et les personnes âgées. De nombreuses petites entreprises sont satisfaites du fait que le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux aient accepté plusieurs recommandations de la FCEI sur les changements à apporter au programme concernant les travailleurs étrangers temporaires et au système d'immigration permanente.

Les prochaines études se concentreront sur la formation et sur l'importance de mieux faire correspondre les compétences exigées sur le marché du travail avec les compétences acquises dans les établissements d'enseignement. Ces études seront précieuses pour les employés, les décideurs et les PME qui doivent relever les défis actuels du marché du travail.

Il est à noter que la demande de main-d'œuvre est étroitement liée au cycle des affaires. Les préoccupations au sujet d'un ralentissement économique aux États-Unis ont suscité une certaine appréhension quant aux perspectives pour l'économie canadienne, et les projections de croissance ont été révisées de manière à les établir à des niveaux plus prudents. Il n'y a aucun indice de ralentissement au niveau de l'emploi au Canada, mais le stock de postes qui restent non comblés peut servir de tampon permettant d'absorber toute fluctuation future de la demande de main-d'œuvre. Dans la prochaine année, la FCEI continuera de sonder les propriétaires de PME pour mesurer leurs attentes concernant les affaires et d'évaluer leurs difficultés à trouver des employés.

Annexe A :

Taux de postes vacants à long terme (%), par taille d'entreprise (données provinciales – 2004 à 2007)

| Nombre d'employés | 0 à 4 | 5 à 19 | 20 à 49 | 50 à 99 | 100 à 499 | Toutes tailles confondues |
|-----------------------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|---------------------------|
| <i>Colombie-Britannique</i> | | | | | | |
| 2004 | 6,8 | 3,3 | 1,8 | 1,9* | 0,5* | 1,7 |
| 2005 | 11,4 | 5,0 | 2,9 | 2,0 | 1,7* | 3,2 |
| 2006 | 10,0 | 5,7 | 4,4 | 3,0* | 1,7* | 4,3 |
| 2007 | 13,0 | 8,1 | 5,4 | 3,3 | 4,0* | 6,0 |
| <i>Alberta</i> | | | | | | |
| 2004 | 9,4 | 5,6 | 3,4 | 2,1* | 1,4* | 3,6 |
| 2005 | 12,2 | 7,9 | 5,4 | 3,4* | 2,5* | 5,3 |
| 2006 | 13,5 | 8,0 | 7,9 | 3,6 | 4,1 | 6,3 |
| 2007 | 13,2 | 8,9 | 7,1 | 5,5 | 1,9* | 6,3 |
| <i>Saskatchewan</i> | | | | | | |
| 2004 | 8,9 | 4,3 | 4,1 | 1,4* | 0,9* | 3,8 |
| 2005 | 10,1 | 5,9 | 5,0 | 2,9* | 1,8* | 4,3 |
| 2006 | 10,2 | 5,9 | 6,2* | 2,4* | 5,5* | 5,7 |
| 2007 | 12,1 | 7,4 | 4,8* | 5,5* | --- | 6,6 |
| <i>Manitoba</i> | | | | | | |
| 2004 | 6,9 | 5,2 | 2,2 | 2,0* | 0,9* | 2,9 |
| 2005 | 10,7 | 5,4 | 3,8 | 2,6* | 0,2* | 4,2 |
| 2006 | 8,3* | 4,8 | 4,7 | 3,0* | 3,2* | 4,2 |
| 2007 | 8,7* | 4,8 | 4,9 | 4,0* | 2,8* | 4,4 |
| <i>Ontario</i> | | | | | | |
| 2004 | 6,2 | 3,6 | 2,5 | 1,8 | 0,7 | 2,5 |
| 2005 | 7,1 | 4,6 | 2,5 | 1,6 | 1,6 | 3,0 |
| 2006 | 6,0 | 4,0 | 2,6 | 1,6 | 1,8* | 2,6 |
| 2007 | 8,7 | 5,0 | 3,5 | 1,9 | 1,6 | 3,5 |
| <i>Québec</i> | | | | | | |
| 2004 | 7,2 | 3,6 | 2,2 | 1,1 | 0,7* | 2,4 |
| 2005 | 7,5 | 3,8 | 2,3 | 1,6 | 1,0* | 2,2 |
| 2006 | 6,5 | 3,3 | 2,1 | 1,5 | 1,4* | 2,6 |
| 2007 | 7,6 | 4,2 | 2,7 | 2,3 | 1,5* | 3,3 |
| <i>Nouveau-Brunswick</i> | | | | | | |
| 2004 | 8,1 | 3,4 | 2,9* | 2,3* | 1,9* | 3,1 |
| 2005 | 6,9 | 4,5 | 2,6* | 2,7* | 3,8* | 3,7 |
| 2006 | 6,8 | 3,2 | 4,5* | 3,6* | 3,0* | 3,7 |
| 2007 | 10,6 | 4,0 | 3,3* | 4,2* | 5,1* | 4,7 |
| <i>Nouvelle-Écosse</i> | | | | | | |
| 2004 | 7,5 | 4,5 | 2,7 | 1,4* | --- | 2,9 |
| 2005 | 9,2 | 3,9 | 2,4 | 1,9* | 2,9* | 3,3 |
| 2006 | 6,5 | 4,5 | 3,9 | 2,9* | 3,1* | 3,9 |
| 2007 | 9,9 | 6,2 | 3,1* | 4,8* | 4,8* | 5,3 |

| <i>Île-du-Prince-Édouard</i> | | | | | | |
|--------------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|
| 2004 | 7,1* | 4,4 | 2,1* | --- | --- | 2,7 |
| 2005 | 4,6* | 3,5 | 0,9* | --- | --- | 1,9 |
| 2006 | 2,7* | 4,8 | 1,5* | --- | --- | 2,1 |
| 2007 | 6,0* | 6,7* | 3,4* | --- | --- | 4,3 |
| <i>Terre-Neuve-et-Labrador</i> | | | | | | |
| 2004 | 4,7* | 3,1 | 2,4* | 2,7* | --- | 2,8 |
| 2005 | 6,4* | 3,1 | 1,1* | --- | --- | 3,0 |
| 2006 | 5,7* | 2,9 | 2,8* | --- | --- | 2,6 |
| 2007 | 7,5* | 4,3 | 6,0* | --- | --- | 5,1 |
| <i>Canada</i> | | | | | | |
| 2004 | 7,1 | 3,9 | 2,5 | 1,7 | 0,8 | 2,7 |
| 2005 | 8,3 | 4,8 | 2,9 | 2,0 | 1,8 | 3,2 |
| 2006 | 7,5 | 4,6 | 3,6 | 2,2 | 2,5 | 3,6 |
| 2007 | 9,6 | 5,8 | 4,2 | 3,1 | 2,5 | 4,4 |

*Estimations fondées sur les réponses de 19 répondants ou moins, qui ont tous déclaré au moins un poste vacant à long terme.
Source : FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise* (données trimestrielles, de 2004 à 2007).

Annexe B :

Pourcentage des entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme, par taille d'entreprise (2006 et 2007)

| <i>Nombre d'employés</i> | <i>Entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme (%)</i> | |
|--------------------------|--|-------------|
| | <i>2006</i> | <i>2007</i> |
| 0 à 4 | 16,0 | 21,7 |
| 5 à 19 | 26,8 | 34,0 |
| 20 à 49 | 40,5 | 46,7 |
| 50 à 99 | 41,6 | 53,8 |
| 100 à 499 | 51,5 | 60,1 |

Source : FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise* (données trimestrielles, 2007).

Annexe C :

Pourcentage des entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme, par secteur (2007)

| | <i>Entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme (%)</i> |
|------------------------------------|--|
| Agriculture | 27,1 |
| Primaire | 41,9 |
| Manufacturier | 33,6 |
| Construction | 43,4 |
| Transports | 36,5 |
| Commerce de gros | 29,6 |
| Commerce de détail | 29,7 |
| Finance, assurances et immobilier | 19,7 |
| Services aux entreprises | 28,3 |
| Éducation et santé | 24,7 |
| Hébergement et services personnels | 39,5 |

Source : FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise* (données trimestrielles, 2007).

Annexe D :

Taux de postes vacants à long terme (%), par secteur (2006 et 2007)

| | Taux de postes vacants | |
|------------------------------------|------------------------|------|
| | 2006 | 2007 |
| Agriculture | 4,4 | 4,8 |
| Primaire | 4,0 | 5,3 |
| Manufacturier | 2,9 | 3,5 |
| Construction | 4,7 | 6,0 |
| Transports | 3,3 | 3,5 |
| Commerce de gros | 3,2 | 3,3 |
| Commerce de détail | 3,5 | 4,4 |
| Finance, assurances et immobilier | 1,8 | 3,0 |
| Services aux entreprises | 3,1 | 4,4 |
| Éducation et santé | 2,7 | 3,7 |
| Hébergement et services personnels | 4,3 | 5,9 |

Source : FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise* (données trimestrielles, 2007).

Annexe E :

Pourcentage des entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme, par province (2007)

| | Entreprises ayant au moins un poste vacant à long terme (%) |
|-------------------------|---|
| Colombie-Britannique | 43,4 |
| Alberta | 48,2 |
| Saskatchewan | 38,3 |
| Manitoba | 33,8 |
| Ontario | 29,0 |
| Québec | 25,9 |
| Nouveau-Brunswick | 29,5 |
| Nouvelle-Écosse | 28,9 |
| Île-du-Prince-Édouard | 27,2 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 29,3 |
| Canada | 32,5 |

Source : FCEI, sondage *Les perspectives de votre entreprise* (données trimestrielles, 2007).

Annexe F :

Préoccupation des entreprises à l'égard de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée (2007)

| Province | Degré de préoccupation (%) | Secteur | Degré de préoccupation (%) |
|-------------------------|----------------------------|------------------------------------|----------------------------|
| Colombie-Britannique | 68,8 | Agriculture | 55,9 |
| Alberta | 72,5 | Primaire | 61,3 |
| Saskatchewan | 65,1 | Manufacturier | 57,9 |
| Manitoba | 65,1 | Construction | 70,5 |
| Ontario | 52,5 | Transports | 61,8 |
| Québec | 55,4 | Commerce de gros | 55,3 |
| Nouveau-Brunswick | 46,3 | Commerce de détail | 55,0 |
| Nouvelle-Écosse | 48,2 | Finance, assurances et immobilier | 48,8 |
| Île-du-Prince-Édouard | 54,0 | Services aux entreprises | 55,3 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 60,4 | Éducation et santé | 50,8 |
| | | Hébergement et services personnels | 56,2 |
| Canada | 57,4 | | |

Source : FCEI, sondage *Les opinions de nos membres n° 61* (juillet-décembre 2007).